

# Le Maroc, pays émetteur plus que récepteur en 2016

Acquisition par Attijariwafa bank de la filiale égyptienne de Barclays, investissement du groupe OCP en Éthiopie... Le Maroc aura été à l'origine d'une montée en puissance des investissements intra-africains en 2016, selon la Cnuccd. Un constat qui corrobore le dernier rapport de la BAD.

Le Maroc n'a pas réellement séduit les capitaux étrangers en 2016. Le pays s'est contenté de la quatrième position dans le top cinq des pays africains récipiendaires d'investissements directs étrangers (IDE). Dans ce tableau, l'Angola tient la corde avec 10,7 milliards de dollars, suivi de l'Afrique du Sud (3,4 milliards). Selon le rapport 2017 sur l'investissement dans le monde publié par la Cnuccd (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), les investissements directs étrangers dans le Royaume ont baissé de 29% à 2,3 milliards de dollars. Motif, un recul de la demande européenne adressée au Maroc qui aura affecté négativement les IDE orientés vers les secteurs exportateurs du pays. Le Royaume aura donc reçu moins d'IDE en 2016 certes, mais il figure parmi les plus importants pays émetteurs d'investissements en Afrique.

La Cnuccd cite d'ailleurs l'acquisition par le groupe Attijariwafa bank de la filiale égyptienne de Barclays pour 500

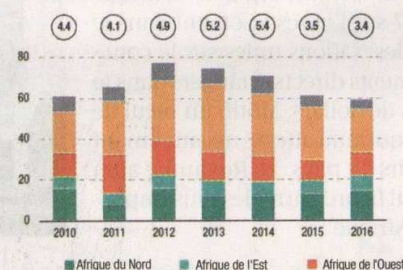
millions de dollars, dont le closing est intervenu cette année. «Les IDE intra-africains sont restés à des niveaux très importants au cours de l'exercice précédent. Ils sont conduits, entre autres, par des pays comme le Maroc», souligne le rapport. Deux transactions sont ainsi présentées comme exemples dans le document de la Cnuccd. Il s'agit de Sanlam (Afrique du Sud) qui a racheté une participation de 30% dans Saham Finances pour 375 millions de dollars. L'autre opération, quant à elle, concerne l'investissement programmé par le groupe OCP en Éthiopie lequel porte sur la construction d'une usine d'engrais pour 3,7 milliards de dollars. Globalement, les flux mondiaux d'IDE se sont dépréciés de 2% à 1,75 trillion de dollars. Dans le détail, la Cnuccd indique que les investissements dans les pays en développement ont encore diminué de 14% l'année dernière. Dans les pays les moins avancés et les économies structurellement faibles, les IDE demeurent volatiles. Bien qu'elle affirme prévoir une modeste reprise des

Les flux mondiaux d'IDE se sont dépréciés de 2% à 1,75 trillion de dollars en 2016.

## Le top 5 des pays récepteurs africains en 2013 (en milliards de dollars)

Angola	\$10.7	+34.7%
Afrique du Sud	\$3.4	-41.1%
Nigeria	\$1.3	-9.1%
Maroc	\$0.6	-2.2%
Botswana	\$0.6	+244.5%

IDE - Flux entrants  
(en milliards de dollars et en pourcentage)



IDE - Flux sortants  
(en milliards de dollars et en pourcentage)



flux d'IDE en 2017-2018, l'organisation s'attend à ce qu'ils demeurent bien en deçà de leur niveau de 2007.

«Ces développements sont contraignants, compte tenu notamment des énormes besoins d'investissement associés aux objectifs de développement durable, détaillés dans le Plan d'action pour l'investissement de la Cnuccd. Les progrès sur le développement durable et la paix durable nécessitent plus d'investissements dans les infrastructures de base, l'énergie, l'eau et l'assainissement, l'atténuation des changements climatiques, la santé et l'éducation, ainsi que l'investissement dans la capacité productive pour générer des emplois et la croissance des revenus», recommande l'institution onusienne. Aujourd'hui plus que jamais, il est important, selon la Cnuccd, de veiller à ce que l'environnement politique mondial soit propice à l'investissement dans le développement durable. «La Cnuccd joue un rôle important en fournissant des conseils sur les régimes nationaux et internationaux de politique d'investissement. Son cadre de politique d'investissement et sa feuille de route pour la réforme des accords internationaux d'investissement ont été utilisés par plus de 130 pays dans

la formulation d'une nouvelle génération de politiques d'investissement», assure l'organisation.

## L'économie numérique, déterminante

À ses yeux, le développement numérique représente un défi majeur pour les décideurs dans l'économie mondiale d'aujourd'hui. Selon son rapport, l'économie numérique a un impact majeur sur les tendances mondiales de l'investissement. «Les multinationales numériques spécialisées dans les plateformes Internet et le commerce électronique et les entreprises de contenu numérique se développent à un rythme beaucoup plus rapide que les autres. Elles réalisent environ 70% de leurs ventes à l'étranger, avec seulement 40% de leurs actifs en dehors des pays d'origine. Il en résulte la création de moins d'emplois directement dans les pays hôtes. Cependant, les investissements des multinationales numériques peuvent accroître leur compétitivité et contribuer au développement numérique», indique la Cnuccd. Le document montre qu'entre 2010 et 2015, le nombre d'entreprises technologiques a plus que doublé et leurs actifs ont augmenté de 65%. ■

Saïd Naoumi